



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MRAe

Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

Conseil général de l'Environnement
et du Développement durable

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme,
sur le projet de modification simplifiée n°1 du plan local
d'urbanisme (PLU) de la commune de Peyrens (Aude)**

n°saisine : 2022 - 010258

n°MRAe : 2022DKO72

La mission régionale d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 à R. 104-33 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels du 11 août 2020, 21 septembre 2020, 23 novembre 2021, 24 décembre 2021 et 25 mars 2022 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie adopté le 03 novembre 2020, et notamment son article 8 ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie en date du 07 janvier 2022, portant délégation pour prendre les décisions faisant suite à une demande de cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n° 2022-010258** ;
- **modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Peyrens (Aude)** ;
- **déposée par la commune de Peyrens** ;
- **reçue le 14 février 2022** ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 14 février 2022 ;

Vu la consultation de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude en date du 14 février 2022 ;

Considérant que la commune de Peyrens (5 km² et 492 habitants – INSEE, 2019) procède à la modification simplifiée n°1 de son PLU en vue de :

- ajouter un changement de destination dans un écart¹ (lieu-dit Brunel) ;
- supprimer des emplacements réservés (ER) devenus sans objets (ER n°2, 5, 6, 8 et 10) et ajouter à la dénomination de l'ER n°4 initialement intitulé « création de locaux de services à la personne », les termes « ou de logements » puis le renuméroter ER n°3 ;
- modifier et encadrer les règles d'implantation des panneaux photovoltaïques sur toiture en zones urbaines ou à urbaniser et en zone agricole ;

Considérant que la modification simplifiée se traduit par une évolution :

- du règlement écrit et graphique ;
- de la liste des emplacements réservés (ER) ;

Considérant le caractère mineur de l'ensemble des objets de la modification vis-à-vis des enjeux environnementaux ;

Considérant que la modification n°3 ne porte pas atteinte à un espace protégé ou classé, ni ne réduit une éventuelle protection édictée en raison de risques de nuisances, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;

¹ un écart est un groupe d'habitations en milieu rural, généralement trop petit pour être considéré comme un village

Considérant en conclusion qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

Décide

Article 1^{er}

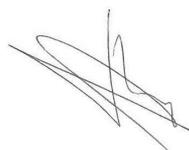
Le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Peyrens (Aude), objet de la demande n°2022-010258, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Occitanie (MRAe) : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr.

Fait à Montpellier, le 06 avril 2022

Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale,
par délégation



Georges Desclaux
Membre de la MRAe

Voies et délais de recours contre une décision dispensant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours gracieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

par courrier adressé à :

La présidente de la MRAe Occitanie

DREAL Occitanie

Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale

1 rue de la Cité administrative Bât G

CS 80 002 - 31 074 Toulouse Cedex 9

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.